

SÉNAT DE BELGIQUE

SÉANCE DU 7 MAI 1929

Rapport de la Commission de la Défense Nationale, chargée de l'examen du Projet de Loi apportant des modifications aux articles 13, 36 et 67 des lois coordonnées sur les pensions militaires.

(Voir les n° 87, 250, 259 (session 1927-1928), 45, 129 (session 1928-1929), et les Annales parlementaires de la Chambre des Représentants, séance du 22 mars 1929 et le n° 129 du Sénat.)

Présents : MM. LEKEU, président, le chevalier BEHAGHEL DE BUEREN, CALONNE, le baron DE MÉVIUS, DAMAS, DEWAELE, DIRIKEN, MULLIE et PIERLOT, rapporteur.

MADAME, MESSIEURS,

Le projet de loi soumis aux délibérations du Sénat a pour but essentiel d'apporter certaines améliorations d'ordre purement technique aux articles 13, 36 et 67 des lois coordonnées sur les pensions militaires.

Il tend à donner plus de clarté aux textes et à mettre entre eux plus de concordance.

Ce n'est que très accessoirement qu'il apporte, aux dispositions ci-dessus visées, des modifications de fond. La plus notable est celle inscrite sous le III du nouvel article 13. Elle réduit de 60 à 30 p. c., en cas de blessure, le taux minimum d'invalidité ouvrant, au profit de la veuve le droit à une pension de réversibilité égale au tiers de l'allocation dont jouissait le mari.

* * *

Envisagé dans ce cadre limité, le projet constitue certainement un progrès sur la législation actuelle. Il permettra une application meilleure et plus sûre du

régime des pensions. A ce titre, votre Commission est unanime à estimer qu'il y a lieu de l'adopter.

* * *

Toutefois, plusieurs membres de la Commission regrettent que la revision des articles 13 et 36 des lois coordonnées, ne soit pas plus complète et n'ait pas porté sur le fond en même temps que sur les textes.

N'étaient la fin si proche de la session et l'impossibilité de modifier le projet sans en retarder la mise en vigueur, ils n'auraient pas hésité à déposer des amendements faisant droit aux critiques que soulèvent ces dispositions, même après les changements qu'y apporte le projet.

L'article 13 pose en principe que le mariage doit être antérieur à la blessure, à l'accident ou à la maladie auxquels un militaire a succombé et qui présentent, avec le fait du service, la relation exigée par la loi pour motiver la demande de pension.

Cette condition est tellement inaccep-

table que le législateur de 1919 et de 1923 a estimé ne pouvoir la maintenir pour le cas le plus fréquent, c'est-à-dire celui où l'accident ou la maladie, cause du décès, a été éprouvé ou contracté durant la campagne 1914-1918.

Mais la règle subsiste en ce qui concerne les invalides du temps de paix.

Soit, par exemple, un militaire qui, à la suite d'un refroidissement éprouvé au cours d'un exercice, est atteint de pleurésie et, bientôt, d'un commencement de tuberculose. L'homme se rétablit ou paraît se rétablir dans des conditions pleinement satisfaisantes. Il contracte mariage; il a des enfants. Au bout de trois ou quatre ans, l'affection tuberculeuse se réveille et, après de longues souffrances, le malade vient à mourir.

La veuve n'aura droit à aucune pension. C'est pourtant par le fait du service militaire qu'elle a perdu son mari, tout comme c'eût été le cas si elle l'avait épousé avant l'accident aux suites duquel il a succombé !

Même en ce qui concerne les invalides de la guerre, l'article 13 ancien exigeait, pour que la veuve eût droit à une pension, que le mariage eût été contracté au plus tard cinq ans après la démobilisation de l'armée et eût duré un an au moins. L'article 13 nouveau reporte au 31 décembre 1929 le terme de ce délai.

Des critiques analogues à celles qui viennent d'être formulées pourraient être rééditées au sujet de cette disposition.

Sans doute, le législateur a-t-il eu en vue de prévenir les mobiles intéressés qui inspirent certains mariages *in extremis* contractés dans le seul but de permettre à l'épouse, dont le veuvage suivra presque immédiatement l'union, de jouir d'une pension à charge de l'Etat. Mais il eût été possible de déjouer ces calculs sans recourir à une règle aussi rigide que celle qui consiste à refuser toute pension à la veuve lorsque le mariage est postérieur à l'expiration d'un délai déterminé. Il eût suffi de décider que la pension ne

serait due qu'à la condition que le mariage ait duré pendant un temps minimum : un an ou plus. Encore pareille exigence de la loi appellerait-elle un correctif consistant à dire qu'aucune condition de durée n'est requise lorsque l'invalidé a consenti, avant de contracter mariage, à se soumettre à un examen médical en vue d'établir qu'aucune menace prochaine de mort prématurée ne pèse sur lui.

La pratique démontre chaque jour qu'il est difficile à une veuve de faire la preuve certaine de ce que son mari a succombé aux suites de la guerre. Nombreux sont les anciens combattants invalides qui meurent d'une affection ne paraissant présenter aucun rapport certain avec celle du chef de laquelle ils ont été pensionnés mais qui, rentrés de la campagne avec une santé ébranlée, sont devenus la proie facile de toute maladie à laquelle ils auraient, normalement, résisté. Tout le monde, le médecin comme les profanes, pense : c'est la guerre qui les a tués. Mais le rapport reste négatif sur l'existence de la relation de cause à l'effet parce qu'il n'est pas possible de donner, à cette conviction, une base scientifique rigoureuse.

C'est à ces difficultés que tend à parer le régime forfaitaire institué par l'article 13 ancien et quelque peu étendu par l'article 13 nouveau. Lorsqu'un ancien combattant était atteint d'une invalidité de 60 p. c. au moins — 30 p. c. en cas de blessure — sa veuve a droit à une pension égale au tiers de celle qu'il touchait sans avoir à établir l'existence d'un rapport quelconque entre l'affection ou l'infirmité dont le mari était atteint et le décès.

Les associations d'invalides voudraient voir améliorer et étendre ce système d'allocations. Elles trouvent que la réduction de la pension au tiers est excessive lorsque le défunt était atteint de 60 p. c. d'invalidité, taux qui suppose, le plus souvent, un ébranlement considérable de l'organisme et rend très forte la présomption suivant

laquelle les lésions suites de la guerre ont contribué à déterminer une issue fatale.

Les mêmes groupements voudraient voir le législateur aller plus loin et généraliser le forfait, toutes proportions gardées quant au taux de l'invalidité dont le défunt était atteint. Toutefois, le calcul de l'allocation ainsi accordée aurait pour base le montant, non de la pension de l'invalidé mais celui de la pension de veuve. Par exemple, la veuve d'un invalide à 20 p. c. toucherait (pour la partie fixe et abstraction faite du supplément mobile) non 20 p. c. de 3,600 francs ou 720 francs, mais 20 p. c. de 1,500 francs ou 300 francs.

Tous ceux qui ont pratiqué de près les juridictions des pensions savent que pareille solution serait de nature à atténuer bien des injustices involontaires dont sont victimes les veuves de guerre, par suite de la rigueur de la preuve que la loi actuelle leur impose.

Il est à prévoir que, avant peu, ces questions devront être réexaminées par la législature et résolues dans le sens qui vient d'être esquissé.

* * *

Le III de l'article 13 accorde, ainsi que nous l'avons vu, une pension de

réversibilité à la veuve lorsque « l'invalidité reconnue au mari s'élève à 60 p. c. au moins du chef d'affections ou d'infirmités... et à 30 p. c. au moins du chef de blessure... »

Le bénéfice de cette disposition est-il limité aux veuves des anciens combattants dont le mari avait été reconnu, avant son décès, atteint de pareil taux d'invalidité et pensionné comme tel ou bien peut-il être invoqué par la veuve dont le mari, non pensionné ou pensionné à raison d'un taux inférieur, est, néanmoins, après son décès, reconnu avoir été atteint, par suite d'aggravation par exemple, d'une invalidité de 60 p. c. ou de 30 p. c. au moins, suivant le cas ?

Le texte est général et ne distingue pas. Toute la question est de savoir s'il est possible, soit grâce à une décision de la Commission des pensions rendue avant la mort du mari, soit grâce à l'autres éléments de preuve présentant le degré de certitude voulu, d'affirmer que le défunt présentait, lors de son décès, le taux d'invalidité requis par le III de l'article 13. Dans l'affirmative, la pension de réversibilité est due.

Le Rapporteur,
HENRI PIERLOT.

Le Président,
JULES LEKEU.

BELGISCHE SENAAT

VERGADERING VAN 7 MEI 1929

Verslag uit naam van de Commissie van Landsverdediging, belast met het onderzoek van het Wetsontwerp tot wijziging van de artikelen 13, 36 en 67 der samengeschakelde wetten op de militaire pensioenen.

(Zie n^{rs} 87, 250, 259 (zitting 1927-1928), 45, 129 (zitting 1928-1929) en de Handelingen van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, vergadering van 22 Maart 1929; n^o 129 van den Senaat.)

Aanwezig : De heeren LEKEU, voorzitter ; Ridder BEHAGHEL DE BUEREN, CALONNE, DAMAS, Baron DE MÉVIUS, DEWAELE, DIRIKEN, MULLIE en PIERLOT, verslaggever.

MEVROUW, MIJNE HEEREN,

Het U voorgelegde wetsontwerp heeft voornamelijk voor doel sommige zuiver technische verbeteringen toe te brengen aan de artikelen 13, 36 en 37 van de samengeschakelde wetten op de militaire pensioenen

Het wil de teksten duidelijker maken en beter overeen brengen.

Het is slechts, in bijkomende orde, dat het aan hooger bedoelde bepalingen grondige wijzigingen toebrengt. De voornaamste is die bij III van artikel 13. Zij verlaagt van 60 op 30 t.h., in geval van verwonding, het minimum-bedrag van invaliditeit dat, ten bate van de weduwe, een recht op een overdraagbaar pensioen openstelt, gelijk aan het derde van de door den man getrokken vergoeding.

* *

Binnen dit eng kader, is het ontwerp beslist een vooruitgang op de bestaande wetgeving. Een betere en meer veilige

toepassing van het pensioenstelsel wordt daardoor mogelijk. Derhalve reeds is uwe Commissie eensgezind om het goed te keuren.

* *

Verscheidene leden der Commissie hebben evenwel betreurd dat de herziening van de artikelen 13 en 36 der samengeschakelde wetten niet vollediger was en ook niet op den grond van de zaak betrekking heeft gehad.

Ware de zitting niet bijna ten einde, en bestond niet de onmogelijkheid het ontwerp te wijzigen zonder zijne tenuitvoerlegging uit te stellen, dan zouden zij niet geaarzeld hebben amendementen in te dienen om aan de kritiek tegemoet te komen waartoe deze bepalingen, zelfs na hare wijziging door het ontwerp, aanleiding gaven.

Artikel 13 bepaalt in principie dat het huwelijk moet zijn aangegaan vóór de verwonding, het ongeval of de ziekte tengevolge waarvan de militair is bezweken en die met den dienst het oorzakelijk verband vertoonen door de wet

vereischt voor het indienen van de pensioenaanvraag.

Deze voorwaarde is zoodanig onaanneembaar dat de wetgever in 1919 en in 1923 gemeend heeft haar te mogen behouden voor het meest voorkomend geval, en wel dat waarin het ongeval of de ziekte, oorzaak van het overlijden, zich voordeed tijdens den veldtocht 1914-1918.

Doch, voor de invaliden in vreedstijd blijft de regel gelden.

Gesteld, bij voorbeeld, een militair die, tengevolge van een verkoudheid opgedaan tijdens een oefening, door longvliesontsteking wordt aangetast en daarna door een begin van tuberculose. De man geneest of schijnt te genezen in volkomen bevredigende voorwaarden. Hij trouwt; hij krijgt kinderen. Na drie of vier jaar, keert de tuberculose terug en, na lang lijden, sterft de zieke.

De weduwe heeft geen aanspraak op pensioen. Het is nochtans tengevolge van den militairen dienst dat zij haar man verloren heeft, juist alsof zij met hem getrouwd was vóór het ongeval aan de gevolgen waarvan hij bezweken is!

Zelfs voor de oorlogsinvaliden vergde artikel 13, opdat de weduwe aanspraak op pensioen kunne hebben, dat het huwelijk voltrokken werd ten laatste vijf jaar na de demobiliseering van het leger en dat het ten minste één jaar hebbe geduurd. Artikel 13 in zijn nieuwen tekst verlengt dezen termijn tot 31 December 1929.

Gelijkaardige kritieken als die welke daareven geuit werden, konden ten aanzien van deze bepaling worden herhaald.

Ongetwijfeld heeft de wetgever debaatsuchtige drijfveeren willen voorkomen die sommige huwelijken *in extremis* doen sluiten met het enkele doel aan de echtgenoot, die bijna onmiddellijk na het huwelijk weduwe wordt, een pensioen te laten genieten ten laste van den Staat. Doch het ware onmogelijk geweest dergelijke berekeningen te vrijdelen zonder zijn toevlucht te nemen tot den strakken

regel, die erop zou neerkomen elk pensioen aan de weduwe te onzeggen wanneer het huwelijk na een bepaald tijdstip werd gesloten. Het had volstaan te beslissen dat het pensioen slechts verschuldigd zou zijn op voorwaarde dat het huwelijk ten minste één jaar of meer hebbe geduurd. Toch had een dergelijke vereischte van de wet moeten verzacht worden met de bepaling dat geen enkele duur gevergd wordt wanneer de invalide erin toestemt, vóór het huwelijk, een geneeskundig onderzoek te ondergaan om uit te maken of hij niet met voortijdigen dood bedreigd wordt.

Elken dag blijkt uit de practijk dat het moeilijk is door een weduwe afdoende te laten bewijzen dat haar man aan de gevolgen van den oorlog is bezweken.

Talrijk zijn de invalide oud-strijders die aan een kwaal sterven die volstrekt geen beslist verband schijnt te houden met die waarvoor zij werden gepensionneerd doch die, met een verzwakte gezondheid huiswaarts gekeerd, een gemakkelijke prooi werden voor elke kwaal waaraan zij, in normale omstandigheden, zouden hebben weêrstand geboden. Iedereen, de geneesheer zoowel als de oningewijden, denkt: het is de oorlog die hem heeft gedood. Doch het rapport blijft negatief omtrent het bestaan van het oorzakelijk verband, omdat het niet mogelijk is aan die overtuiging een strengen wetenschappelijken grondslag toe te kennen.

Aan die bezwaren wil het forfaitair stelsel, ingevoerd bij het vroeger artikel 13, eenigszins uitgebreid door het nieuw artikel 13, tegemoet komen. Wanneer een oud-strijder behept was met een invaliditeit van ten minste 60 t. h. — 30 t. h. in geval van verwonding — dan heeft zijn weduwe recht op een pensioen gelijk aan het derde van hetgeen hij trok, zonder dat eenig verband moet worden bewezen tusschen het overlijden en de kwaal of het lichaamsgebrek van den man.

De invalidenvereeningen zouden dit stelsel van toekenningen willen verbe-

terd en uitgebreid zien. Zij vinden dat de vermindering van pensioen op een derde overdreven is, wanneer de overledene 60 t. h. invaliditeit had, procent dat meestal een ernstigen schok van het organisme onderstelt en in hooge mate het vermoeden versterkt als zouden de letsels ten gevolge van den oorlog den noodlottigen afloop hebben bevorderd.

Dezelfde groepeerings zouden den wetgever willen zien verder gaan en de vaste som veralgemeenen, in bestendige verhouding tot het bedrag der invaliditeit waarmede de overledene behept was. De berekening van de aldus toegekende vergoeding zou echter geschieden op grond niet van het pensioen van den invalide, doch van dit van het weduwenpensioen. Bij voorbeeld, de weduwe van een invalide met 20 t. h. zou trekken (voor het vaste gedeelte en afgezien van den veranderlijken bijslag) niet 20 t. h. van 3,600 frank of 720 frank, doch 20 t. h. van 1,500 frank of 300 frank.

Alwie vertrouwd is met de rechtspraak in zake pensioenen, weet dat dergelijke oplossing veel onvrijwillig onrecht zou goedmaken waarvan thans de oorlogsweduwen slachtoffer zijn, wegens de strakheid van de geldende wet.

Het is te voorzien dat, eerlang, deze vraagstukken andermaal door den wetgever zullen dienen te worden onderzocht en opgelost in den zin die daaraan even werd aangegeven.

N° III van artikel 13 verleent, zooals wij het hebben gezien, een op de weduwe overdraagbaar pensioen wanneer « de aan den echtgenoot toegekende invaliditeit ten minste 60 t. h. bedraagt wegens kwalen of lichaamsgebreken, en ten minste 30 t. h. wegens verwondingen... »

Wordt het voordeel van deze bepaling beperkt tot de weduwen der oudstrijders aan wier echtgenoot vóór zes afsterven een dergelijke invaliditeit werd toegekend en die als dusdanig gepensionneerd werd, ofwel kan zij ook ingeroepen worden door de weduwe wier echtgenoot, niet of met een lager bedrag gepensionneerd zijnde, niettemin na zijn afsterven erkend wordt, bij voorbeeld wegens verergering, aangedaan te zijn door een invaliditeit van ten minste 60 of 30 t. h., volgens het geval?

De tekst is algemeen en maakt geen onderscheid. Het komt er op aan te weten of het mogelijk is, hetzij door een besluit van de Commissie der pensioenen getroffen vóór den dood van den echtgenoot, hetzij door andere bewijzen die den noodigengraad van zekerheid geven, te bevestigen dat de overledene, bij zijn afsterven, den invaliditeitsgraad had, door n° III van artikel 13 vereischt. Zoo ja, dan is het overdraagbaar pensioen verschuldigd.

De Verslaggever,
HUBERT PIERLOT.

De Voorzitter,
JULES LEKEU.